

SÉCURITÉ À GHARDAÏA

Échec du plan Belaïz ?

La solution sécuritaire imaginée par les pouvoirs publics pour faire revenir le calme à Ghardaïa se révèle à présent inefficace. Le ministre de l'Intérieur, Tayeb Belaïz, aura calé devant son vrai premier test sécuritaire.

Sofiane Aït-Iflis - Alger (Le Soir) - Même s'ils ne sont pas d'intensité équivalente à celle qu'ils connaissent à leur éclatement, les affrontements entre les jeunes des communautés mozabite et arabe dans la wilaya de Ghardaïa se sont néanmoins poursuivis tout au long des huit derniers mois. La mort d'un Mozabite jeudi, dans des circonstances suspectes, a mis à nouveau le feu aux poudres.

Les Mozabites pensent que cette victime, la dixième, depuis le début des affrontements, a été assassinée, comme le fut le jeune tué le premier jour du mois de carême. Ces deux morts en moins de quinze jours témoignent, pour le moins qu'on puisse dire, de l'échec de la solution sécuritaire préconisée par les pouvoirs publics. Les grands renforts de policiers et de gendarmes déployés aux quatre coins de

Ghardaïa ne sont pas parvenus à sécuriser durablement une ville ébranlée par la violence intercommunautaire.

Le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, qui ne trouve toujours pas la parade idoine pour endiguer cette violence cyclique, vient d'annoncer un nouveau plan sécuritaire pour la région. «Le gouvernement a tracé un plan pour restaurer la sécurité et rétablir l'ordre public à Ghardaïa. C'est un plan élaboré sur la base de la raison et de la sagesse. Les pouvoirs publics ont été instruits pour l'appliquer (...)», soutenait Belaïz à l'APN face à des journalistes qui l'interpellaient sur la situation à Ghardaïa. Par sa déclaration, le ministre de l'Intérieur laisse entendre que le gouvernement a réfléchi et mis en branle un nouveau plan de sécurité pour la région. Ce qui donne à conclure



Belaïz annonce un nouveau plan sécuritaire.

que l'ancien plan a échoué, ou du moins n'a pas atteint les résultats escomptés. On ne connaît pas comment se décline le nouveau plan auquel Belaïz fait référence. On sait en revanche qu'en février

dernier, le gouvernement avait décidé de mettre en place un centre opérationnel de sécurité (COS) qui associe la Sûreté nationale et la Gendarmerie nationale. Ce centre est cogéré par les deux

corps de sécurité. 60 000 agents de l'ordre public, 28 unités rapides et de Sûreté (URS) et 18 sections de la gendarmerie ont été déployés à Ghardaïa. L'association de la gendarmerie dans des opérations de rétablissement de l'ordre public est intervenue après que la communauté mozabite eut accusé la police de prêter main-forte lors des affrontements aux jeunes Arabes. Comme preuves de ces accusations, des vidéos ont été postées sur le net. La DGSN avait réagi à ces accusations qu'elle a infirmées. Néanmoins elle a ouvert une enquête. Au final, trois policiers ont été sanctionnés. La communauté mozabite se montre insatisfaite. Elle maintient de réclamer l'ouverture d'une enquête pour faire toute la lumière sur ces tragiques événements. Lors des différentes manifestations publiques, l'incapacité du gouvernement à assurer la sécurité des personnes et des biens est dénoncée.

S. A. I.

COORDINATION POUR LES LIBERTÉS ET LA TRANSITION DÉMOCRATIQUE

Rahabi animera la première conférence thématique

La Coordination nationale pour les libertés et la transition démocratique tiendra sa toute première conférence thématique le 21 juillet prochain.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Et c'est la salle Mohamed Zinet de l'Oref (Office Riadh-El Feth d'Alger) qui abritera cette manifestation, sa direction ayant donné son accord et la demande y afférente se devant d'être déposée auprès de l'administration de la wilaya d'Alger aujourd'hui dimanche, par la direction de Jil Jadid chargé par le dernier sommet de la CNLTD de cette mission.

Cette conférence, placée sous le générique «la vision alternative» et qui sera animée par l'ancien ministre de la Communication, Abdelaziz Rahabi, abordera les trois modèles de transition démocratique : celui organisé à l'initiative du pouvoir, celui d'une transition négociée pouvoir-opposition

et celle, enfin, qu'impose la rue. Une manière de «répliquer» aux politiques du Système, au double plan interne et diplomatique.

Par ailleurs, une commission restreinte de la coordination s'est attelée jeudi dernier, au siège national du mouvement Nahda, à revoir le projet de plate-forme portant la transition démocratique à la lumière des recommandations de la conférence nationale sur la transition démocratique tenue le 21 juin dernier à Zéralda.

L'occasion de greffer au document initial certains des éléments ayant fait consensus lors de cet événement. Et la nouvelle mouture sera soumise à l'approbation des chefs des partis et personnalités de la CNLTD lors de son prochain

sommet.

A noter que d'autres conférences thématiques suivront celle du 21 juillet prochain et traiteront d'autres problématiques de l'heure comme l'exploitation du gaz de schiste, avec l'implication d'acteurs associatifs et syndicaux, de cadres connus mais surtout ceux agissant jusqu'ici loin des feux de la rampe.

Il s'agit, pour la CNLTD, de s'approprier bien des sujets dont le pouvoir s'est de tout temps ou presque accaparé pour s'en servir à l'effet de décrédibiliser l'opposition auprès de l'opinion publique.

Pour rappel, la coordination nationale pour les libertés et la transition démocratique (CNLTD) a tenu lundi dernier un sommet.

Un conclave, le second après la conférence nationale du 10 juin dernier au siège national du MSP avec deux points à l'ordre du jour.

Il s'est agi, en tout premier lieu, d'ouvrir la discussion autour de l'amendement de la plate-forme sur la base de laquelle le rendez-vous de Zéralda s'est tenu et ce, à la lumière des suggestions et autres propositions émises par les participants à cette rencontre, la toute première du genre de l'opposition.

Un document qui, une fois actualisé, sera remis au pouvoir. Le second point débattu lors de ce sommet de la CNLTD a trait à la mise en place de l'instance de suivi des concertations à poursuivre comme recommandé à la fin des travaux de la conférence du 10 juin dernier. Un point qui nécessitera bien des débats, tant cet organe aura à s'ouvrir à des acteurs autres que ceux de la CNLTD dont le patron de Jil Jadid exclut tout élargissement. Pour les partisans de la transition démocratique, il n'est pas question de se précipiter. « Nous prendrons tout le temps qu'il faut », dira Soufiane Djillali, pour qui des actions du genre que la CNLTD a eu déjà à entreprendre, sont attendues pour la prochaine rentrée.

M. K.

LES AUDITIONS PRÉSIDENTIELLES N'ONT PAS ENCORE EU LIEU

Un rituel désormais inopportun ?

Les auditions des ministres par le président de la République n'ont pas encore eu lieu durant ce mois de Ramadhan. Ce rituel ne serait-il plus opportun ?

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Initiées voilà quelques années par la présidence de la République, des auditions réunissaient régulièrement durant le mois de Ramadhan des ministres de différents secteurs et le chef de l'Etat. L'occasion officielle de faire le point, de manière exhaustive, sur la situation et les perspectives de développement de chaque secteur socioéconomique, souvent de plusieurs secteurs relativement complémentaires.

Des auditions présidentielles réputées assez éprouvantes se déroulaient durant la journée, voire jusqu'à la rupture du jeûne et même après et étaient sanctionnées par un communiqué diffusé par les canaux officiels.

Certes, l'impact réel de ces auditions sur l'action de chaque département ministériel s'est avéré incertain. Et ce, dans la mesure où le communiqué publié par l'agence nationale de presse ne constituait qu'un diagnostic chiffré et des objectifs généraux, sans aucune évaluation objective, critique de l'action dudit ministère et sans contribution réelle à la réalisation des stratégies et plans de développements sectoriels ou nationaux. Souvent, des questions essentielles, des problèmes et des dysfonctionnements étaient



Bouteflika semble avoir abandonné cette tradition institutionnelle.

omis, occultés lors de ces auditions, pour divers motifs tant objectifs que subjectifs.

Néanmoins, et au-delà de leurs imperfections, ces auditions démontraient une certaine bonne gouvernance à l'algérienne, pouvait-on considérer, et ce rituel était respecté strictement pendant plusieurs années. Or, cette tradition institutionnelle semble abandonnée depuis le mois de Ramadhan 2012, année durant laquelle le chef de l'Etat a été peu visible sur la scène nationale et même internationa-

le. En 2013, les auditions n'ont pu avoir lieu dans la mesure où le président de la République, victime à la fin avril de cette année d'un accident vasculaire cérébral, hospitalisé pendant plusieurs semaines à Paris et en convalescence par la suite, ne pouvait entreprendre aucune activité contraignante. Attendues pour ce Ramadhan 2014, les auditions présidentielles n'ont cependant pas eu lieu tandis que la période de jeûne entre déjà dans sa seconde quinzaine.

Ces auditions pourraient-elles se dérouler, quelle que soit leur forme, durant les jours prochains ou après la fête de l'Aïd-El-Fitr ? Ou ces auditions ne seraient-elles plus opportunes ? L'incertitude persiste, permettant toutes les supputations. De fait, auditionner des ministres pour la plupart fraîchement désignés à leurs postes risque d'être inefficace, de manquer de cohérence dans la mesure où les bilans qui seraient présentés concerneraient essentiellement l'action ou l'inaction de leurs prédécesseurs.

Et une action ou inaction dont le suivi et l'évaluation n'ont jamais focalisé l'intérêt de cette gouvernance à l'algérienne. Outre le fait qu'un plan d'action gouvernementale a été mûri et que le Premier ministre semble privilégier une démarche de proximité et d'inspection sur le terrain.

Trois mois après la réélection du chef de l'Etat pour un quatrième mandat, l'organisation de telles auditions semble donc inopportune.

C. B.